



**N° DP 25/96**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE RELATIVE A LA PARCELLE CADASTREE SECTION AW N°360 SITUEE A TOULON BOULEVARD DES ARMARIS**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la décision Président n° 21/146 du 19 mars 2021 relative à la convention d'occupation précaire consentie à la société GUINTOLI relative à la parcelle cadastrée section AW n°360, sise à Toulon, boulevard des Armaris, lui permettant d'y stocker du matériel de chantier et d'y installer des bâtiments modulaires destinés à accueillir du personnel,

**VU** l'avenant n°1 à la convention d'occupation précaire consentie à la société GUINTOLI relative à la parcelle cadastrée section AW n°360, sise à Toulon, boulevard des Armaris, ci annexé,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n° 360 située à TOULON, boulevard des Armaris,

**CONSIDERANT** que par arrêté préfectoral du 27 novembre 2018, les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'A57 ont été déclarés d'utilité publique et urgents et que dans le cadre de la concession qui lui a été confiée par l'Etat, la société ESCOTA a pour mission l'exécution de ces travaux entre les échangeurs de Pierre Ronde et de Benoît Malon,

**CONSIDERANT** que la société GUINTOLI est le maître d'œuvre de la société ESCOTA et à ce titre doit intervenir dans le cadre des travaux de la mise à 2 x 3 voies de l'A57 et que pour ce faire, la société GUINTOLI a besoin d'occuper une partie de la parcelle cadastrée section AW n° 360 afin de lui permettre d'y stocker du matériel de chantier et d'y installer des bâtiments modulaires destinés à accueillir du personnel,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, la Métropole Toulon Méditerranée a octroyé à la société GUINTOLI en date du 8 mars 2021 une convention d'occupation précaire moyennant une redevance annuelle de 26 400 € TTC (vingt-six mille quatre cents euros) et dont le terme a été au fixé 7 mars 2025,

**CONSIDERANT** qu'en date du 5 décembre 2024, la société GUINTOLI a demandé à la Métropole l'octroi d'un délai complémentaire du 7 mars 2025 au 30 juin 2025, ce que la Métropole a accepté moyennant une redevance de 8 800 € TTC (huit mille huit cents euros) pour la période,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** l'avenant n°1 prolongeant la durée de la convention, stipulée à l'article 2 de la convention initiale, dont le terme a été fixé au 7 mars 2025, jusqu'au 30 juin 2025, moyennant une redevance de 8 800 € TTC (huit mille huit cents euros) pour la période.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que les recettes seront imputées au Budget principal 2025, section de fonctionnement, article n° 70323, opération n° 333 service foncier.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

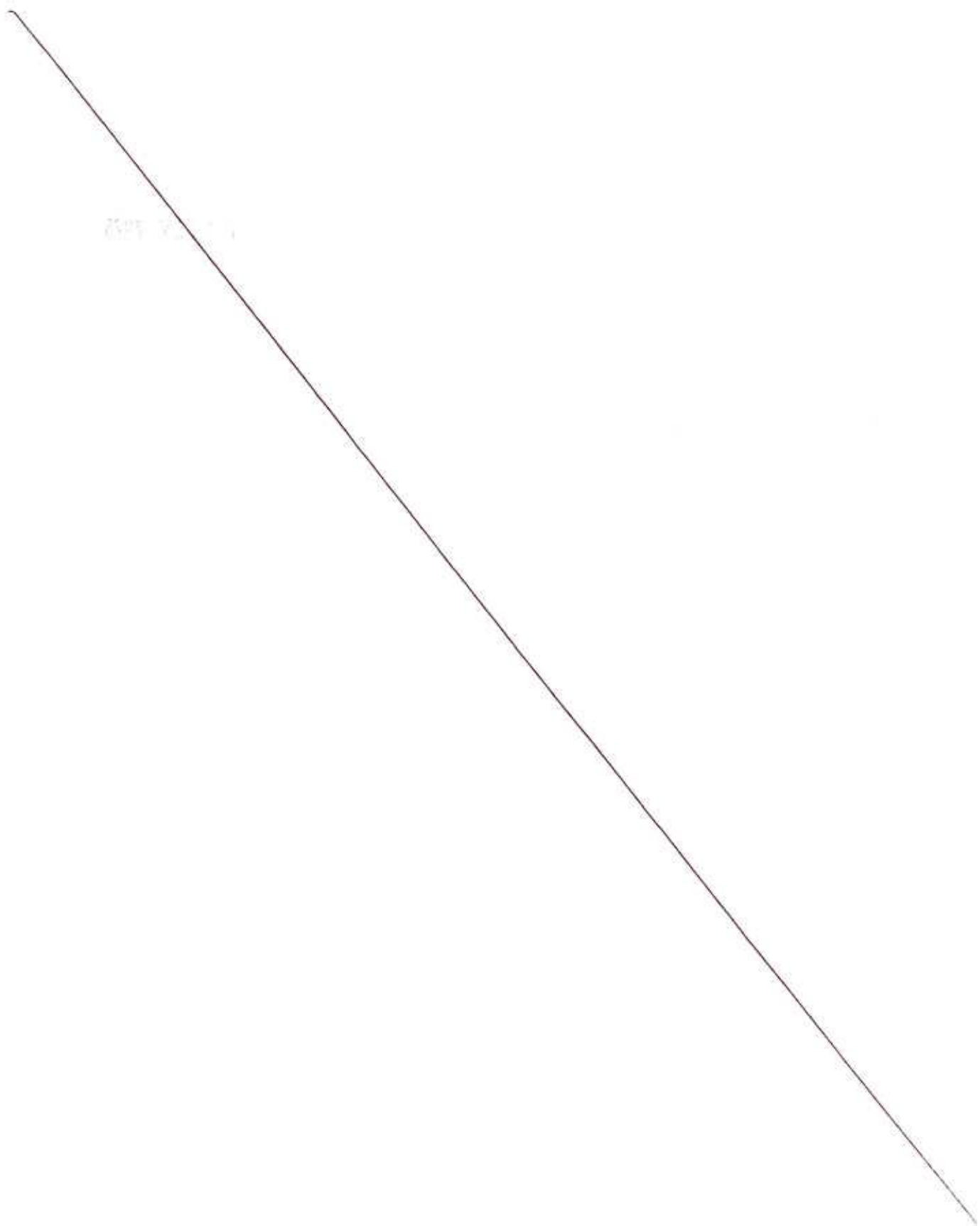
Fait à Toulon, le **11 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Jean-Pierre Giran", written over the printed name and title.



**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE  
CONSENTIE A LA SOCIETE GUINTOLI  
RELATIVE A LA  
PARCELLE CADASTREE SECTION AW N° 360  
BOULEVARD DES ARMARIS  
COMMUNE DE TOULON**

**AVENANT N° 1**

**Entre les soussignés :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »,

**D'une part**

La société GUINTOLI, société par actions simplifiées, dont le siège social est à SAINT-ETIENNE-DU-GRES (13103), Parc d'activités de Laurade, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tarascon sous le numéro 447 754 086, représentée par Monsieur Sylvain CHARRIER, Directeur de Projet, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de la délégation accordée par Monsieur Hervé MEROUR, en date du 22 janvier 2021.

Ci-après dénommé « l'Occupant »,

**D'autre part**

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n° 360 située à TOULON, boulevard des Armaris.

Par arrêté préfectoral du 27 novembre 2018, les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'A57 ont été déclarés d'utilité publique et urgents.

Dans le cadre de la concession qui lui a été confiée par l'Etat, la société ESCOTA a pour mission l'exécution de ces travaux entre les échangeurs de Pierre Ronde et de Benoît Malon.

La société GUINTOLI est le maître d'œuvre de la société ESCOTA et à ce titre doit intervenir dans le cadre des travaux de la mise à 2 x 3 voies de l'A57.

Pour ce faire, la société GUINTOLI a besoin d'occuper une partie de la parcelle cadastrée section AW n° 360 afin de lui permettre d'y stocker du matériel de chantier et d'y installer des bâtiments modulaires destinés à accueillir du personnel.

Dans ce cadre, la Métropole Toulon Méditerranée a octroyé à la société GUINTOLI en date du 8 mars 2021 une convention d'occupation précaire moyennant une redevance annuelle de 26 400 € TTC (vingt-six mille quatre cents euros) et dont le terme a été au fixé 7 mars 2025.

En date du 5 décembre 2024, la société GUINTOLI a demandé à la Métropole l'octroi d'un délai complémentaire du 7 mars 2025 au 30 juin 2025.

Il convient alors de prendre en compte ces changements par la signature d'un avenant qui ne modifie pas le champ d'application du contrat.

**Il est ainsi convenu ce qui suit :**

**La convention est modifiée dans les conditions définies aux articles suivants :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La durée de la convention, stipulée à l'article 2 de la convention initiale, dont le terme a été fixé au 7 mars 2025, est prolongée jusqu'au 30 juin 2025.

**Article 2**

La redevance due pour la période mentionnée à l'article 1 du présent avenant, sera de 8800 € TTC (huit mille huit cents euros).

**Article 3**

Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

**Article 4**

Le présent avenant peut faire l'objet soit d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

**Le Directeur de Projets de la  
SAS GUINTOLI**

**Sylvain CHARRIER**

**Le Président de la Métropole  
TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE**

**Jean-Pierre GIRAN**

**CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE  
CONSENTIE A LA SOCIETE GUINTOLI RELATIVE A LA  
PARCELLE CADASTREE SECTION AW N° 360  
BOULEVARD DES ARMARIS  
COMMUNE DE TOULON**

**Entre les soussignés :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à TOULON (83000) 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO, agissant en vertu de la décision n° DP 21/146 du 19 mai 2021

Ci-après dénommée « le Propriétaire » ou « la Métropole Toulon Provence Méditerranée », ou « la Métropole TPM »

**D'une part**

ET

La société GUINTOLI, société par actions simplifiées, dont le siège social est à SAINT-ETIENNE-DU-GRES (13103), Parc d'activités de Laurade, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Tarascon sous le numéro 447 754 086, représentée par Monsieur Sylvain CHARRIER, Directeur de Projet, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de la délégation accordée par Monsieur Hervé MEROUR, en date du 22 janvier 2021.

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

**D'autre part**



Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n° 360 située à TOULON, boulevard des Armaris.

Par arrêté préfectoral du 27 novembre 2018, les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'A57 ont été déclarés d'utilité publique et urgents.

Dans le cadre de la concession qui lui a été confiée par l'Etat, la société ESCOTA a pour mission l'exécution de ces travaux entre les échangeurs de Pierre Ronde et de Benoît Malon.

La société GUINTOLI est le maître d'œuvre de la société ESCOTA et à ce titre doit intervenir dans le cadre des travaux de la mise à 2 x 3 voies de l'A57.

Pour ce faire, la société GUINTOLI a besoin d'occuper une partie de la parcelle cadastrée section AW n° 360 afin de lui permettre d'y stocker du matériel de chantier et d'y installer des bâtiments modulaires destinés à accueillir du personnel.

En conséquence, la Métropole Toulon Méditerranée accepte d'octroyer à la société GUINTOLI une convention d'occupation précaire dans les conditions fixées ci-après.

**Il est donc convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 – Objet de la convention :**

La société GUINTOLI ou toute entreprise mandatée par elle, est autorisée à occuper une partie de la parcelle cadastrée section AW n° 360 située à TOULON (Var) boulevard des Armaris, d'une superficie de 41265 m<sup>2</sup> conformément au plan figurant en annexe 1, afin d'y stocker du matériel de chantier, des engins de chantier et d'y installer des bâtiments modulaires destinés à accueillir du personnel.

La présente convention d'occupation est accordée à titre strictement personnel. Elle est non constitutive de droits réels.

L'Occupant ne pourra, sous une forme quelconque, transférer, affermer, sous louer, ou autoriser l'occupation même à titre gratuit et temporaire du terrain mis à disposition à une personne morale de droit public et privé, ou à une personne physique. Toute infraction à cette disposition entraînera la résiliation immédiate de la convention sur simple notification par lettre recommandée avec accusé de réception du Propriétaire, sans aucune formalité judiciaire et sans indemnité.

#### **Article 2 – Durée de la convention :**

La convention d'occupation précaire prend effet à compter du 8 mars 2021 pour une période d'un an renouvelable tacitement d'année en année sans pouvoir excéder le 7 mars 2025.

Toute demande de renouvellement de la convention devra être formulée, trois mois au moins avant la date d'expiration, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée – Direction de l'Immobilier et du Foncier – 107, bd Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex.

52



### **Article 3 – Conditions financières :**

La redevance sur la période mentionnée à l'article 2 s'élève à 553 100 € TTC.

Toutefois, l'Occupant s'est engagé à faire d'importants travaux ainsi que des prestations qui s'élèvent à 1 104 500 € détaillés dans l'annexe 2 qui permettront la sécurisation du site (clôture, merlons, borne incendie, gardiennage), et amélioreront sensiblement les espaces mis à sa disposition (terrassement, empiérement, bicouche, enrobé, raccordement aux fluides).

Dès lors, il convient que la Métropole déduise une partie de ces investissements de la redevance soit la somme de 447 500 €.

Aussi l'occupation sera consentie moyennant le paiement d'une redevance de 105 600 € TTC, payable annuellement pour un montant de **26 400 € TTC (vingt-six mille quatre cents euros)**.

Elle sera calculée au prorata du temps d'occupation de la parcelle.

L'Occupant devra seul supporter toutes taxes locatives et notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à laquelle sont actuellement assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

L'Occupant pourra être assujetti du fait de l'utilisation de l'espace occupé au paiement de l'impôt foncier, au prorata de la superficie occupée si les taxes sont globalisées et demandées à la Métropole TPM.

L'Occupant fera son affaire personnelle de tous contrats, abonnements pour les services en eau, énergie, télécommunication et autres afférents à ce bien.

### **Article 4 – Conditions d'occupation :**

L'Occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de l'entrée dans les lieux sans recours contre le Propriétaire pour quelque cause que ce soit.

Il devra occuper lesdits lieux paisiblement et prendre les mesures nécessaires pour éviter tout trouble à l'ordre public.

Il devra permettre l'accès aux membres du Club moto de la Police, occupant de la partie nord-ouest de la parcelle indiquée à l'article 1.

L'Occupant devra prendre en considération les enjeux écologiques du site et à mettre en œuvre toutes dispositions nécessaires à sa conservation.

La présente convention est uniquement domaniale et ne dispense en aucun cas l'occupant d'obtenir les autres autorisations administratives, lorsqu'elles sont nécessaires, notamment au titre de l'urbanisme, de l'environnement, etc.

L'Occupant est tenu de s'assurer de la mise à jour de tous les certificats et autorisations techniques liés à la présente convention. Ces documents devront être présentés à toute réquisition de l'autorité administrative.

L'Occupant se conformera strictement aux lois et règlements :

- d'ordre général, mesures de police générale ou spéciale,
- sur les dépôts de matières dangereuses, la sécurité des installations et notamment électriques,
- aux lois relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail et des installations,
- relatifs à la sécurité du travail et fixant les conditions d'exercice de son activité.

Le Propriétaire ne prenant aucun engagement pour la surveillance des locaux, ne sera pas responsable de vols, cambriolage ou actes délictueux.

L'Occupant assurera l'entretien et le gardiennage des espaces mis à sa disposition.

L'Occupant veillera à maintenir en parfait état de propreté les installations mises à sa disposition. Il en assumera le nettoyage par ses propres moyens, et régulièrement, afin que la voie publique à proximité ne soit pas souillée.

#### **Article 5 – Etat des lieux :**

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal des lieux. Contresignés par les deux parties, ces documents seront annexés à la présente convention.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

#### **Article 6 – Travaux :**

L'Occupant s'engage à réaliser des travaux de réhabilitation des espaces mis à sa disposition pour un montant estimé à 1 104 500 € HT, dont le détail est défini dans l'annexe 2.

L'Occupant exécutera lui-même ou fera exécuter, sous sa seule responsabilité, par la personne de son choix et à ses frais, les travaux ayant reçu les autorisations préalables de la Métropole.

En fin de travaux, sera établi un constat de réalisation des travaux fait contradictoirement entre l'Occupant et la Métropole.

En dehors des travaux de maintenance ordinaire, l'Occupant ne peut ni procéder à des constructions, installations ou aménagements à caractère immobilier, autres que ceux mentionnés à l'article 1 ou dans l'annexe 2 ni modifier, ni transformer les lieux attribués, sans le consentement préalable et écrit de la Métropole, sans préjudice des autres autorisations éventuellement nécessaires.

L'Occupant devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettra à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

La fourniture, la mise en place et le démontage du matériel sont à la charge de l'Occupant qui en aura également l'entretien et en assurera la responsabilité. Il s'oblige à faire procéder à ses frais à tous les contrôles et vérifications, notamment en matière de sécurité des installations, de telle manière que leur utilisation soit compatible avec leur destination définie précédemment.

Pour toute installation de structure destinée à la réception du public, une attestation de bon montage et de conformité devra être établie par un organisme agréé.

Les équipements de défense extérieure contre l'incendie devront rester accessibles pendant toute la durée de l'occupation. L'usage de ces équipements est strictement interdit.

SL

## **Article 7 – Responsabilité de l'Occupant :**

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile du propriétaire pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- supporte toutes dégradations qui seraient apportées aux terrains et aux avoisinants du fait des activités qui seront exercées et à entreprendre à ses frais toutes les réparations et remises en état qui s'avèreraient nécessaires,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des nuisances et dommages éventuels pouvant survenir, de son fait, de celui de ses préposés ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'Occupant, la Métropole est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et / ou aux biens.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole de Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporteraient éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

## **Article 7 – Assurances :**

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Les polices d'assurance souscrites par l'occupant devront obligatoirement comporter une clause de renonciation à tous recours contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée aussi bien de la part de l'occupant que de celle de ses assureurs et engagement de garantir tous recours susceptibles d'être formés contre la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

### **7-1 : Polices d'assurances :**

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques locatifs, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.



L'Occupant est tenu d'assurer lui-même directement tous agencements de matériels et objets mobiliers pouvant lui appartenir, de même que tous objets y compris les mobiliers appartenant à ses agents ou à des tiers et se trouvant ou pouvant se trouver dans les espaces mis à sa disposition.

Pour tout projet autorisé de modification ou aménagement des lieux, objets de la présente convention, l'Occupant devra souscrire ou faire souscrire par les entrepreneurs agissant pour son compte, des assurances couvrant leur responsabilité contre les accidents et dommages de toute nature survenant du fait ou à l'occasion des travaux et garantissant le Propriétaire contre tous recours (vibrations, effondrement, détérioration...).

#### 7-2 : Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre sous trois mois après sinistre, réparation des dommages ou reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. Passé ce délai, ou si après avoir entrepris les travaux, l'Occupant ne les poursuit pas avec diligence, la Métropole sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

#### 7-3 : Indemnisation :

Sauf manquement à ses obligations contractuelles, la Métropole ne pourra en aucun cas être inquiétée au sujet d'un accident ou d'un dommage quelconque survenu au cours de l'occupation accordée par la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole TPM sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

### **Article 8 – Résiliation de la convention :**

La présente convention d'occupation sera résolue de plein droit, après une mise en demeure adressée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant une durée de 30 jours, en cas de non-respect de l'une des conditions stipulées aux présentes.

Elle pourra être résiliée également par le Propriétaire et l'Occupant, à tout moment, avant l'échéance, en respectant un préavis de 3 mois.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 30 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution, la Métropole est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

### Article 9 – Élection de domicile :

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes et s'engagent à informer l'autre partie de tout changement d'adresse.

### Article 10 – Annexes :

Les annexes jointes à la convention et décrites ci-dessous, font parties intégrantes de la convention et ont valeur contractuelle. Il en est de même du préambule figurant en deuxième page de la présente convention.

Annexe 1 : Plan

Annexe 2 : Descriptif des travaux d'aménagement

Fait à Toulon, le 8 Mars 2021

Le Directeur de Projet de la  
SAS GUINTOLI

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

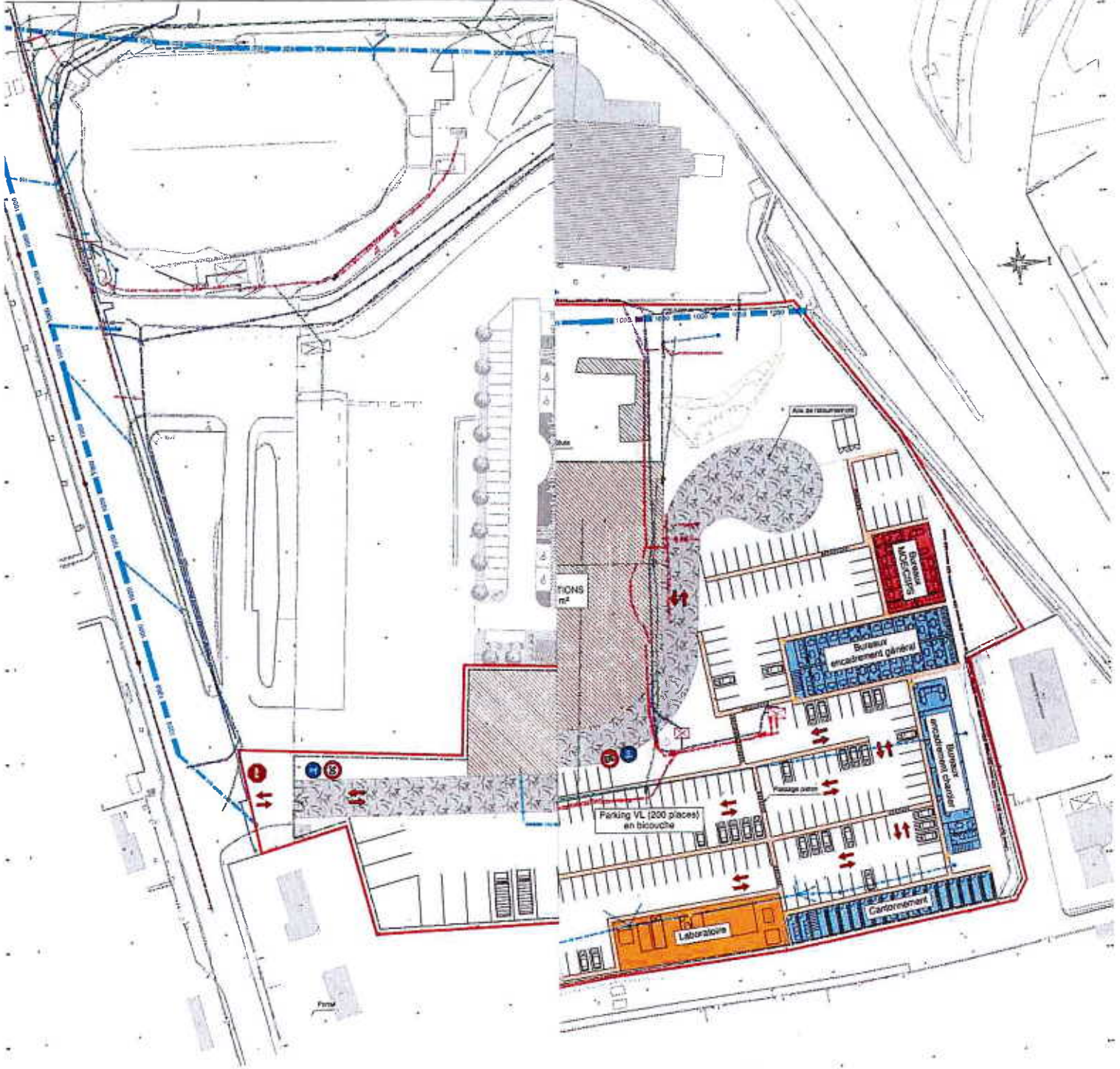
Sylvain CHARRIER

Hubert FALCO

GUINOTI - Grands Projets  
SAS au capital de 20 000 000 €  
Parc d'Activités de Laurade  
CS 50009  
13103 ST ETIENNE DU GRES  
R.C.S. TARASCON 447 754 086  
Tél. : 04.90.91.60.20 - Fax : 04.90.91.60.22



**A57-SECTION BENOIT MALON / PIE**  
**Plan d'installation de chantier**  
**A57**





**ANNEXE 2**  
**DESCRIPTIF DES TRAVAUX D'AMENAGEMENT**  
**REALISES PAR LA SAS GUINTOLI**

Détail des travaux entrepris par le bénéficiaire	Montant HT	% pris en compte par la Métropole	Montant HT pris en compte
Reprise de la clôture existante (350 ml à 30 €)	10 500 €	100%	10 500 €
Nettoyage de la plateforme et évacuation des déchets	15 000 €	100%	15 000 €
Terrassement, nivellement plateforme et créations de merlon pour la sécurisation	60 000 €	100%	60 000 €
Empierrement plateforme (30 % de surface non revêtue : 7000 tonnes x 12 € )	84 000 €	50%	42 000 €
Bicouche sur voie d'accès (10000 m <sup>2</sup> x 8 €)	80 000 €	50%	40 000 €
Enrobé sur les 20 premiers mètres au niveau de l'accès (20 m x 10 m x 100 €)	20 000 €	50%	10 000 €
Gardiennage plateforme (soir et week-end : 225 semaines x 3200 €)	720 000 €	33%	240 000 €
Entretien plateforme balayage	85 000 €	0%	0 €
Raccordement fluides (eau et électricité et télécommunication)	25 000 €	100%	25 000 €
Installation d'une borne incendie	5 000 €	100%	5 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 104 500 €</b>		<b>447 500 €</b>

25



N° : DP 21/146

## DECISION DU PRESIDENT

### CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ACCORDEE A LA SOCIETE GUINTOLI RELATIVE A LA PARCELLE CADASTREE SECTION AW N°360 - BOULEVARD DES ARMARIS - TOULON

#### Le Président de la Métropole

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°20/07/4 du 15 juillet 2020 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2018 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'A57,

**VU** la convention ci-annexée,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire de la parcelle cadastrée section AW n°360 située à Toulon boulevard des Armaris,

**CONSIDERANT** que par arrêté préfectoral du 27 novembre 2018, les travaux de mise à 2 x 3 voies de l'A57 ont été déclarés d'utilité publique et urgents,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de la concession qui lui a été confiée par l'Etat, la société ESCOTA a pour mission les travaux entre les échangeurs de Pierre Ronde et de Benoît Malon,

**CONSIDERANT** que la SAS GUINTOLI est le maître d'œuvre de la société ESCOTA et à ce titre doit intervenir dans le cadre des travaux de la mise à 2 x 3 voies de l'A57,

**CONSIDERANT** que pour ce faire, la société GUINTOLI a besoin d'occuper 41 265 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrée section AW n°360 afin de lui permettre d'y stocker du matériel de chantier et d'y installer des bâtiments modulaires destinés à accueillir du personnel,

**CONSIDERANT** que les travaux d'aménagement d'un montant de 1 104 500 € entrepris par la société GUINTOLI permettront la sécurisation du site et une amélioration sensible de la valeur des espaces mis à leur disposition,

**CONSIDERANT** qu'il convient, dès lors, que la Métropole déduise de la redevance, pour les quatre années d'un montant de 553 100 €, une partie de ces investissements à hauteur de 447 500 € conformément à la répartition figurant en annexe 2 de la convention,

**CONSIDERANT** que, dans ces conditions, la Métropole Toulon Méditerranée accepte de consentir à la SAS GUINTOLI, domiciliée sur la commune Saint-Etiennes-du-Grès (13103), Parc d'activités de Laurade, une convention d'occupation précaire moyennant une redevance annuelle de 26 400 € TTC, prenant effet au 8 mars 2021, pour une durée d'un an renouvelable tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder le 7 mars 2025,

---

# DECIDE

## ARTICLE 1

**DE SIGNER** une convention d'occupation précaire au bénéfice de la société GUINTOLI, consentie moyennant une redevance annuelle de 26 400 € TTC, compte tenu des investissements réalisés par la société Guintoli prenant effet au 8 mars 2021, pour une durée d'un an renouvelable tacitement d'année en année, sans pouvoir excéder le 07 mars 2025.

## ARTICLE 2

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget principal, section de fonctionnement, chapitre 70 – article 70323.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affichée sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le  
vendredi 19 mars 2021

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



- Copie -